

La peur grimpe chez les agents des impôts

Après le meurtre d'un agent du fisc et la séquestration de sa collègue, la CGT finances publiques de Haute-Garonne a déposé un droit de retrait.

Le meurtre d'un agent du fisc et la séquestration de sa collègue, qui effectuaient un contrôle fiscal, à Bullecourt, dans le Pas de Calais, ont jeté une lumière crue sur les conditions de travail des agents des finances publiques. Menaces et agressions sont leur quotidien.

Au lendemain du drame, les représentants de la CGT Finances publiques de Haute-Garonne au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), après avoir rencontré une partie des effectifs, ont déposé un droit de retrait pour l'ensemble des personnels du département. Les agents des impôts qui le souhaitent peuvent désormais refuser leurs missions. « Les agents ne font pas remonter l'ensemble des incivilités qu'ils subissent. Ceux préposés à l'accueil se plaignent d'agressions, majoritairement verbales, qui se multiplient. Les agents qui partent en vérification ont la boule au ventre à chaque sortie », indique Daniel Authier, responsable CGT départemental et national.



Les agences du département ont observé une minute de silence ce mercredi./ DDM

Selon lui, les agents des finances publiques seraient le réceptacle de la colère des contribuables face à un service défaillant, causé par un manque de moyens. Ces dernières années, il ne compte plus les postes supprimés, qui ont conduit les agences à restreindre leurs horaires.

L'anonymat des agents

Dans une lettre envoyée à la direction, la CGT explique : « la dégradation des conditions d'exercice de nos missions due aux multiples suppressions d'emplois, l'empilement des « réformes » et le mépris affichés par les gouvernements qui se sont succédé ces dernières années à

l'encontre des agents du service public, ont conduit à une dégradation des conditions d'accueil et de gestion des usagers. »

Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail doit réunir syndicats et la direction d'ici à vendredi, en plus d'une réunion informelle en présence du directeur régional le 29 novembre. « Nous nous emparerons de ces deux réunions pour faire avancer les légitimes revendications des collègues, plus que jamais d'actualité », appuie la CGT. Le syndicat demandera à la direction de pouvoir anonymiser les agents en vérification, pour leur sécurité.

H.Z